

LA CROIX

En Grèce, les îles se révoltent contre les camps de migrants

Par Thomas Jacobi, correspondant à Athènes, le 14/2/2020 à 06h54

Le gouvernement veut réquisitionner des terres sur les îles de la mer Égée pour construire des centres fermés pour 20 000 demandeurs d'asile.



« *On a supporté le plus gros de cette crise migratoire, on a perdu notre tranquillité, nos vies et maintenant on va perdre nos terres ?* » Paraskevas, agriculteur bourru d'une soixantaine d'années est venu de l'île de Lesbos pour manifester le 13 février à Athènes contre la décision du gouvernement conservateur de créer des camps fermés sur les cinq îles de la mer Égée : Lesbos, Samos, Chios, Kos et Leros. Sur ces îles où vivent dans des conditions insalubres plus de 40 000 migrants, les nouveaux camps devraient en accueillir 20 000. Pour ce faire, les autorités prévoient de réquisitionner des terres et de démarrer la construction dès le mois de mars.

→ REPORTAGE. Sur l'île de Lesbos, survivre dans les camps

« *Pourquoi c'est toujours nous qui payons la note ? Pourquoi ne pas réquisitionner des terres dans le nord du pays où les réfugiés doivent être relocalisés ?* » s'indigne Marika. Le gouvernement a des vues sur ses champs qui lui permettent de produire de l'huile d'olive et du miel pour arrondir sa maigre retraite. Sous la banderole « *Plus aucun camp dans les îles. Fermez Moria* », en référence au camp surpeuplé de l'île de Lesbos, les insulaires réunis devant le ministère de l'intérieur acquiescent.

Des patrouilles pour empêcher la réquisition des terres

Dans les futurs camps censés être opérationnels dès cet été, trois catégories de migrants seront confinées. Ceux qui doivent être expulsés ; ceux qui ont eu une conduite « incompatible avec l'octroi de l'asile » ; ainsi que tous les nouveaux arrivants, le temps que leur dossier de demande d'asile soit examiné dans les trois mois qui suivent leur arrivée. Pour le porte-parole du gouvernement, Stélios Petsas, « ces mesures vont décourager les candidats à l'asile. Elles ont été prises après un long dialogue avec les autorités locales. Maintenant il faut arrêter de discuter, il faut agir ».

« Les centres fermés pour migrants en Grèce ne régleront pas le problème »

Mais les insulaires estiment ne pas avoir été consultés et refusent catégoriquement de céder leurs terres. Ils ont même formé des patrouilles de surveillance autour des terrains visés. Konstantinos Mouzouris, préfet du nord de la mer Égée, pourtant issu des rangs du parti conservateur Nouvelle Démocratie du premier ministre Mitsotakis, mène la contestation. « Pas question de dialoguer avec le gouvernement tant qu'il ne revient pas sur sa décision de réquisitionner les terres », clame-t-il en demandant que l'état d'urgence soit déclaré dans les îles « hot spot ».

Car, à l'instar de nombreux camps, celui de Moria explose. Prévu en 2013 pour 150 personnes, il a étendu sa capacité d'accueil à 2 000 personnes mais en compte 16 000, dont plus de 2 000 enfants. Les tentes débordent à perte de vue, de part et d'autre du camp, dans des oliveraies centenaires. Un bidonville dangereux pour les femmes et les enfants s'est créé au fil des arrivées, et à la moindre pluie, il devient un véritable cloaque où règne la loi de la jungle.

Durcissement de la politique migratoire

Aussi, après avoir accueilli des années durant les réfugiés à bras ouverts, les insulaires leur ferment les portes et demandent un désengorgement immédiat des îles, la fermeture définitive des camps et le départ des ONG, réputées être « un État dans l'État ». Pour Aggeliki, la cinquantaine, c'est une question de dignité : « *Moria doit fermer car c'est une honte pour notre île et aucun autre camp ne doit être construit* ».

« Ici à Samos c'est la honte de l'Europe »

Pour cette ingénierie, c'est toute la politique mise en place par les deux derniers gouvernements en Grèce et par l'Union Européenne qui doit changer. « *L'accord UE-Turquie doit être annulé, martèle-t-elle. Les réfugiés doivent partir sur le continent avec des papiers légaux et de là, aller où ils veulent. Ceux qui restent doivent être intégrés dans la société grecque et ne pas être exclus dans des camps perdus au milieu de nulle part* ».

Le gouvernement conservateur a opté pour un durcissement de la politique migratoire : création de camps fermés, surveillance accrue des frontières, projet d'installer des barrières flottantes en mer sur 2,7 kilomètres de long, notamment au large de Lesbos, et accélération des expulsions. D'après le ministre de la migration Notis Mitaraksi, 20 000 migrants seront expulsés d'ici à la fin de l'année.

Plus de 40 000 migrants sur les îles

- Les capacités d'accueil sur les cinq îles de la mer Égée, Lesbos, Samos, Chios, Kos, Leros, étaient initialement prévues avec 6 200 places. Or 41 000 personnes s'y entassent, selon le Haut-Commissariat aux réfugiés, dont 22 % de femmes et 34 % d'enfants, sachant que 14 % des mineurs sont non accompagnés.
- Les principales nationalités parmi les migrants sont les Afghans (48 %), les Syriens (20 %) et les Somaliens (6 %).
- Depuis le début de 2020 : 3 400 personnes ont été transférées des îles sur le continent ; 3 500 personnes sont arrivées sur les îles ; et un millier sont rentrés en Grèce via la frontière terrestre avec la Turquie.
- En 2019 : 60 000 personnes sont arrivées sur les îles et 10 000 via la frontière terrestre avec la Turquie.

Thomas Jacobi, correspondant à Athènes